

sait de grandes manifestations antifascistes où l'on criait « Blum à l'action », « des avions pour l'Espagne ». Ce petit jeu reçut une première secousse en septembre lors de la dévaluation. Nous nous sommes expliqués au sujet de cette dernière dans « Bilan » et avons montré les liens étroits qui la rattachaient aux grèves du Textile de la région lilloise qui, eux-mêmes, n'étaient que le point névralgique de toute une situation confuse. Les accords « historiques » de l'hôtel Matignon s'étaient avérés comme une vaste fumisterie — ce que nous avions d'ailleurs prévu. Les augmentations des salaires allaient être dépassées par une brusque augmentation du coût de la vie — ce qui ne signifie pas qu'il y ait ici un lien automatique de cause à effet puisque tout dépend du rapport de force entre les classes. La semaine de 40 heures, là où elle était appliquée; au lieu de signifier salaire de 48, représentait une mesure d'intensification de la production avec salaire diminué, sans grand effet sur la résorption du chômage. La reconnaissance syndicale s'exprimait par le licenciement des ouvriers les plus combattifs ou même des délégués syndicaux. Malgré la loi sur les contrats collectifs, les patrons n'estimaient pas encore venu le moment de les signer.

C'est dans ces conditions que malgré ses promesses et les cris des centristes, le Front Populaire se jeta dans la dévaluation : il n'était plus possible de différer l'attaque massive en obtenant que les patrons fassent de nouvelles concessions en échange de nouvelles compensations, comme ce fut le cas lors de l'accord Matignon.

Loin prendre la position qu'ils prirent lors des débats sur la politique étrangère de Blum, les centristes votèrent, les larmes aux yeux, la dévaluation afin de ne pas mettre en danger le Front Populaire menacé par les 200 familles.

Celle-ci devait signifier deux choses : une amputation des salaires ouvriers et une décongestion de l'appareil économique élargissant les possibilités de manœuvre du capitalisme.

A cette époque, malgré les réactions du prolétariat et les cris de rassemblement des droites, le Sénat — orienté pourtant à droite — se contenta de supprimer l'échelle mobile et les dispositions sociales que Blum avait rattaché aux mesures monétaires en vue du réajustement des salaires. Mais il resta fidèle au gouvernement du Front Po-

pulaire qui répondait bien aux désirs et à la politique du capitalisme. Cependant les mouvements sporadiques des ouvriers ne laissent pas d'inquiéter la bourgeoisie. Le 28 septembre, Blum, au groupe parlementaire socialiste, parlait déjà de reprendre une formule de Jouhaux : la neutralisation des usines. Les ouvriers ne les occuperaient pas, mais les patrons n'y feraient pas travailler des jaunes. Salengro à cette même réunion disait : la réussite de la dévaluation est fonction du maintien de l'ordre public. Pendant cette période la conjonction des forces du Front Populaire pour empêcher le prolétariat de riposter à la dévaluation est parfaite et c'est à cela que nous devons la résorption d'une attaque générale de la droite.

La dévaluation permit donc à Blum d'élargir son champ de manœuvre et d'atténuer les menaces de commotions sociales. Dès lors, le centrisme reprit son intransigeance sur la question espagnole d'autant plus que la situation internationale s'aggrava sérieusement et que nous verrons se développer l'intervention de l'Allemagne, de l'Italie et de la Russie en Espagne.

Au mois de novembre nous nous trouverons devant deux espèces de phénomènes : les réactions ouvrières à la dévaluation s'exprimeront à un rythme crescendo et la situation internationale obligera les centristes à intensifier leur action pour déterminer la bourgeoisie française à se jeter avec ses armes dans l'issue de la guerre impérialiste dont un acte grandiose se déroule en Espagne.

Nous allons rapidement examiner les étapes de ce processus des événements.

L'augmentation du coût de la vie et particulièrement des produits de première nécessité (pain) ne fait que progresser. La plupart des fédérations syndicales sont mises devant les protestations des ouvriers qui sont mécontents de l'inobservance des lois sociales par le patronat et de son refus d'ajuster les salaires aux augmentations du coût de la vie.

Le 15 novembre des multiples grèves se déroulent (St-Nazaire, parmi les dockers, etc...).

Le 17 novembre Spinasse est obligé d'avouer une augmentation de 11 p.c. du coût de la vie depuis le 25 septembre et Frachon dira que cela est certainement en dessous de la réalité. L'« Humanité » avouera 5,500 grévistes rien que pour ob-

tenir la signature ou le respect des conventions collectives.

Mais c'est surtout le Nord, l'industrie du textile de la région lilloise, puis la métallurgie qui bougeront. A ce sujet, nous verrons le patronat du textile réagir contre les ouvriers de deux façon : mettre sur pied des syndicats de jaunes constitués par des briseurs de grève qui engageront la lutte à l'intérieur des usines; puis faire intervenir la garde mobile de Blum pour chasser tout le monde des entreprises.

Le 19 novembre, Racamond avouera que « en fait, la plus grande partie des améliorations obtenues par le formidable mouvement de juin est, d'ores et déjà, disparue » mais au lieu d'alerter les ouvriers pour la lutte, les chefs centristes qui dirigeront pourtant la Fédération des Métaux, liquideront le mouvement des Usines Panhert qui sera ici le symbole de la façon dont les centristes conçoivent « les victoires ».

Le 20 la grève des métallos lillois s'étendra pour embrasser toute la région. A ce moment nous verrons promulguer l'accord au sujet de « la neutralisation » des usines lilloises. A Bordeaux, la grève sera générale parmi les dockers.

Les Congrès des métaux qui se tiendra le 21, verra Semat affirmer : « Il n'y aura plus jamais d'occupation d'usines lorsque la bourgeoisie acceptera honnêtement des lois de progrès social encore insuffisantes, que le patronat appliquera celles-ci avec les Contrats Collectifs ».

Mais le lendemain, la grève est générale dans la région lilloise et elle englobe 11,500 métallurgistes.

Dans la région parisienne, le C. C. des métaux prendra cette position le 24 novembre : « L'arbitrage et la neutralisation des conflits ne peuvent être acceptés par les ouvriers que si les garanties indispensables leur sont assurées et ils saluent les ouvriers métallurgistes de Lille en lutte, pour leurs revendications ».

La situation devient déjà un peu plus claire : Jouhaux a parlé le premier de la neutralisation des usines qui est une mesure beaucoup plus adéquate que l'intervention des gardes mobiles. Mais il fallait attendre que l'on puisse présenter cette revendication aux ouvriers comme le seul moyen de solutionner leurs conflits. Les patrons lillois ont fourni une première occasion en opposant les ouvriers entre eux au sein d'une usine et en permettant à la

garde mobile d'intervenir. Maintenant le terrain est mûr mais il s'agit encore d'attendre le moment favorable pour préciser « les garanties indispensables » de la neutralité des usines. C'est Blum qui le fera plus tard avec « le statut démocratique de grève ».

Si la région lilloise est à l'avant-plan au cours de ces luttes, c'est bien parce que la situation des ouvriers est de loin plus pénible qu'ailleurs. L'industrie du Textile lutte désespérément pour écouler sa production et arrive à des résultats dans la mesure même où elle comprime à l'extrême le prolétariat. La métallurgie profite des frontaliers pour maintenir des salaires qui selon les chiffres de l'« Humanité » seraient de 32 p.c. en moins de ceux payés dans la région parisienne.

Mais toute cette efflorescence de grèves décide le patronat à passer à une attaque frontale. Jouhaux le sait nettement car au Congrès des métallurgistes, le 27, il dira : « La grève n'est pas un jouet, mais une action qui engage la responsabilité immédiate des militants et la responsabilité d'avenir de l'organisation syndicale. Si l'on nous propose d'autres méthodes sauvegardant les intérêts ouvriers, nous y sommes acquis. »

Le même jour, les patrons de la métallurgie refusent de poursuivre tous pourparlers avec les syndicats et brusquement, la puissante Confédération Générale du Patronat — la fameuse signataire de l'accord Matignon qui pour marquer son agressivité a remplacé « Production » par « Patronat » — rompt ses pourparlers avec la C. G. T. Immédiatement, la machine préparée à l'avance se met en branle. Blum qui, comme Jouhaux, savait à quoi s'en tenir, décide : 1) de saisir le Conseil National de l'Economie d'un projet de décret autorisant le Gouvernement à organiser la procédure de conciliation et d'arbitrage obligatoire pour le règlement des différends nés d'une hausse éventuelle du coût de la vie; 2) De saisir le Parlement d'un projet de loi instituant une procédure de conciliation et d'arbitrage obligatoire pour les conflits du travail non prévus par le décret suivant.

Ici nous sommes maintenant au centre du problème. L'arbitrage légal et obligatoire est devenue une revendication ouvrière bien qu'il s'agisse d'une mesure dirigée contre eux. En Italie, en Allemagne, il a fallu massacrer les ouvriers pour atteindre ce stade. En France, cinq mois après les grè-